

# cœrises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 150 - VENDREDI 7 SEPTEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Est "sacrilège" ce qui porte atteinte à ce qui est "sacré" pour d'autres. Cela relativise les compétences de Mireille Mathieu en matière d'orthodoxie religieuse mais confirme ses talents de lèche-bottes. Sacrée Mireille ! ●

## AGENDA MILITANT

→ 10 septembre

Brest [Forum pour la paix](#)

→ 11 septembre

Paris [La pensée de Walter Benjamin](#)

→ 14-16 septembre

La Courneuve [Fête de l'Humanité](#)

→ 15-16 septembre

Feigneux (60) [Jours de Fête 2012 autour des biens communs](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Territoires

[Conjuguer efficacité et prise d'initiatives à tous les niveaux](#), G. Perreau-Bézouille

→ Monde

[Pas d'Europe sans les Roms](#), Gilles Boitte  
[Fédéralisme, le miroir aux alouettes](#), Roger Martelli

→ Nouvelle force politique

[Qu'allons-nous faire à cette rentrée](#), Sylvie Larue

→ À lire

[Des livres à la Fête de l'humain, avec leurs auteurs](#)

## L'impasse d'une politique sans ruptures avec le libéralisme

Il n'aura fallu que quelques petits mois pour que le volontarisme mis à l'affiche par le candidat Hollande - « *le changement, c'est maintenant !* » - se mue en molle politique d'adaptation à la crise économique et aux remèdes libéraux. Dans cette voie-là, les sanctions citoyennes pour impuissance ne tarderont peut-être pas à tomber.

Cela ne signifie pas que toutes les mesures ou lois annoncées ne tranchent pas avec les années Sarkozy. Mais il n'y a pas de changement général de sens et les politiques les plus structurantes - économique, sécuritaire... - restent en place. Par ailleurs, certaines mesures ressemblent à la politique de la gauche plurielle, comme si elle n'avait pas été sanctionnée et comme si rien avait changé depuis 10 ans. La mise au pas de la finance ? La brochette de ministres présents à l'université d'été du Medef ne l'aura guère illustrée ! On semble revenir au « *l'État ne peut pas tout* » de Lionel Jospin, malgré le déni du premier ministre concernant l'austérité.

Dans ce paysage, l'intention antidémocratique d'obliger - par quels moyens ? - les parlementaires à voter le nouveau traité européen est à la fois un scandale éthique et un bel aveu de faiblesse : il faut obéir à l'injonction libérale, coûte que coûte !

Pour le moment, les forces critiques du libéralisme et les partisans d'une alternative à gauche n'ont pas réussi à mettre à l'ordre de jour des mesures de ruptures. Mais de la prise de position de la CGT contre le traité à l'exigence unitaire d'un référendum, des mobilisations solidaires des Roms à l'organisation de la manifestation de fin septembre, un rebond des exigences de transformation est possible. Qu'on se souvienne de la Bastille, le 18 mars dernier !

L'actualité montre que le Front de gauche a eu raison de ne pas participer au gouvernement. Il suffit de voir la maltraitance et les contradictions que rencontre Europe Ecologie les Verts. Reste que le Front de gauche et les mouvements sont au pied du mur : ils doivent ouvrir le champ d'une dynamique citoyenne, faute de quoi les périls européens et mondiaux risquent de prendre tout l'espace politique.

● Gilles Alfonsi



# De quoi la politique est-elle le nom ?

**Émergence d'affirmations “politiques”, de revendications de société, dans les mouvements populaires les plus récents et, parallèlement, rejet d’une certaine “politique” avec, par exemple, une abstention croissante.**

**Alors qu’est-ce que la politique ?**

**Entretien avec Laurent Lévy**

**dont paraît *Politique Hors-champ*.**



**1. La conception dominante aujourd’hui de la politique est celle d’un champ séparé de la vie sociale, à part de la vie quotidienne, avec des**

**“temps forts électoraux”. Pourquoi et avec quelles conséquences ?**

Pourquoi ? Sans doute à l’issue d’un long processus de dépossession, qui plonge ses racines très loin dans le passé : j’essaie ainsi de montrer que l’on comprend, à lire par exemple les auteurs de l’aube des temps modernes, que la séparation politique était déjà un fait acquis en Europe depuis longtemps – sans même que les “temps forts électoraux” ne viennent y apporter un bémol. Mais les conséquences de cette vieille histoire sont incalculables : la séparation politique est en effet un frein essentiel à tout progrès démocratique, à toute politique d’émancipation. C’est également

la racine de la “forme-parti”, telle que je l’analyse longuement dans le livre. En fait, c’est la notion même de “champ politique” qui est en cause, d’où mon titre

**La principale conséquence de la séparation politique est l’appropriation de la politique par des groupes séparés de la société dans son ensemble – et en corollaire la dépossession du plus grand nombre de toute politique légitime.**

de “politique hors-champ”. Pour Pierre Bourdieu, qui a théorisé cette notion, elle était le moyen de penser la politique

en sociologue : de la penser autrement que politiquement. Mais si cette approche peut avoir ses mérites, ce qui m’apparaît essentiel pour les militantes et les militants de l’émancipation, c’est justement de penser politiquement la politique. La principale conséquence de la séparation politique est l’appropriation de la politique par des groupes séparés de la société dans son ensemble – et en corollaire la dépossession du plus grand nombre de toute politique légitime. Quant aux périodes électorales, dans la mesure où leur seul objet est la désignation de “représentants”, on ne peut soutenir qu’elles mettraient en cause cette dépossession : elles confortent à l’inverse l’appropriation séparée de la politique par une “classe politique” jalouse de ses prérogatives.

**2. Quels enjeux derrière les notions de “société civile” de “sociétal”, ou de “classe politique” ?**

Ce sont là des notions centrales dans le débat public contemporain relatif à la politique, qui portent ●●●

●●● en elles-mêmes les limites de ce débat. La “société civile” par exemple : elle se distingue a priori de la “société politique”, et sanctionne donc la séparation, l'autonomisation de cette dernière. À cet égard, j'insiste dans le livre sur le risque que recèle l'insistance avec laquelle les mieux intentionnés s'attachent à valoriser ladite “société civile”, sans mesurer à quel point ils contribuent à avaliser la séparation politique – et ainsi leur propre impuissance. Le mouvement féministe avait dans les années soixante dix du siècle dernier affirmé que « *tout est politique* ». On peut bien sûr discuter à l'infini sur la pertinence de ce mot d'ordre, et dire que l'on ne fait pas de la politique lorsqu'on se brosse les dents, mais ce serait un mauvais procès.

**On ne peut développer de véritables politiques émancipatrices sans dépasser les limites que ces expressions – société civile, sociétal, classe politique – imposent à la vie politique en y confortant la séparation**

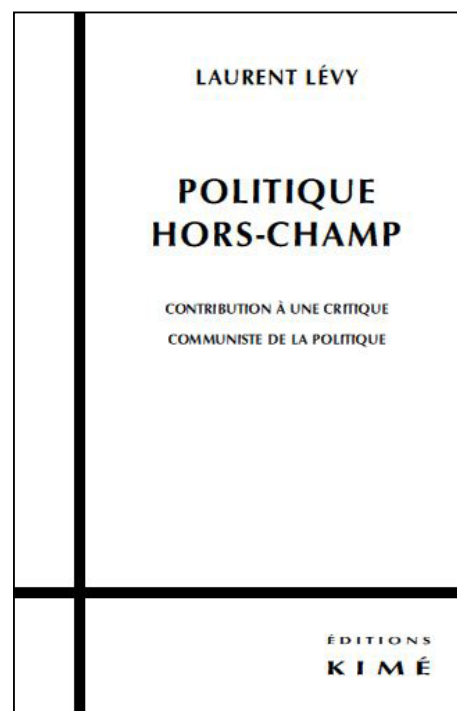
En fait, il s'agit là de dire qu'il n'y a pas dans les relations sociales un domaine qui échappe à la politique. Cela porte une critique, par exemple, de la notion de “sociétal”, considéré comme un domaine distinct du “social”, plus lié à la structure anthropologique de la société, et dont la politique serait plus éloignée. On voit

d'ailleurs dans certaines luttes contemporaines à quel point cette distance s'amenuise – ainsi lorsque l'on combat pour le droit au mariage pour tous les couples, quelle que soit leur orientation sexuelle. Ce sont là des résistances, non seulement à l'ordre dominant, mais aussi à la séparation politique, à la réduction du politique à un champ particulier de la vie sociale.

Il va sans doute de soi que l'on ne peut développer de véritables politiques émancipatrices sans dépasser les limites que ces expressions – société civile, sociétal, classe politique – imposent à la vie politique en y confortant la séparation. C'est là l'un des fils rouges de mon travail.

**3. Les “mouvements sociaux” sont, est-il écrit dans l'ouvrage, “le cœur de la politique”, mais les organisations qui y participent ne confortent-elles pas elles-mêmes cette séparation du “social” et du “politique” ?**

Bien sûr : c'est toute notre tragédie. Le caractère politique du mouvement social est rarement assumé par ses propres acteurs – et en particulier par ses organisations. Ce ne sont pas simplement les prétendus “politiques” qui portent la responsabilité de la séparation ; ce sont aussi les acteurs et actrices du mouvement social qui, en l'assumant, la renforcent. Si l'on peut, en France, identifier dans la Charte d'Amiens l'origine de la rupture dans le mouvement ouvrier entre le domaine “social” pris en charge par le mouvement syndical et le domaine “politique” pris en charge par les partis, il n'est pas anodin de remarquer



Éditions Kimé, Coll. Philosophie en cours, 411 pages, 28 €  
 Disponible à la Fête de L'Humanité, dont stand FASE, ACU, Alternatifs, C & A, GA

que cette charte est celle de la CGT : c'est une défiance des syndicalistes à l'égard des politiques – et singulièrement des élus – qui est sa cause, ou son origine. Cela dit, cette posture n'a pas été sans chassé-croisé au cours du XX<sup>e</sup> siècle, à travers les relations étroites entretenues par la CGTU, puis par la CGT avec le PCF. Une figure comme celle de Benoît Frachon, à la fois dirigeant syndical et dirigeant politique de premier plan, est significative à cet égard.

Cela dit, oui, les mouvements sociaux sont le cœur vivant de la vie politique : c'est là que se mobilisent le plus grand nombre de personnes, qui participent ainsi effectivement aux combats pour changer le monde, même si elles ne mesurent pas tout ce que leur action apporte de concret à la vie politique. Et lorsque, par exemple, le mouvement contre ●●●

●●● le CPE fait reculer le gouvernement, c'est bien d'une victoire démocratique, d'une victoire politique qu'il s'agit.

#### 4. Comment favoriser la réappropriation populaire de la politique ?

Une politique d'émancipation est d'abord une politique de dominés, et la question, d'un point de vue communiste, me semble être d'abord celle de l'appropriation de la politique par les dominés. Cela passe déjà par une prise au sérieux des dominations elles-mêmes, de leur multiplicité, de leurs interrelations, de leurs intersections. Je m'attache à montrer qu'un rôle décisif, si non central, est joué ici par les "multi-dominés", celles et ceux qui se trouvent au carrefour de plusieurs dominations ; l'idée n'est pas entièrement nouvelle : elle était mise en avant dès le début des années cinquante du siècle passé par Claudia Jones, dirigeante afro-caribéenne du PC des USA.

Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Un autre est la nécessité d'en finir avec l'appropriation de la politique par la "classe politique" ; et là encore un effort d'analyse est nécessaire, car ce à quoi on a affaire ne tombe pas sous le

sens. C'est ce que j'appelle la forme-parti, en m'efforçant d'en donner une analyse rigoureuse. La forme-parti, ce n'est pas la même chose que la forme des partis, c'est une forme sociale, de même que la marchandise est la forme sociale des biens matériels dans une économie séparée, c'est-à-dire où les producteurs sont socialement séparés les uns des autres. La forme-parti, c'est

la forme sociale de la vie politique lorsque celle-ci est séparée du reste de la vie sociale. Je développe longuement ce point, qui peut sembler par trop abstrait, dans le livre. Il en résulte que, si les réflexions sur les meilleures structures organisationnelles ne sont pas inutiles, on ne peut sortir de la forme-parti qu'en la dépassant. Au demeurant, en l'état d'une vie politique structurée par la forme-parti, les efforts strictement organisationnels risquent toujours d'être

**Ce ne sont pas simplement les prétendus "politiques" qui portent la responsabilité de la séparation ; ce sont aussi les acteurs et actrices du mouvement social qui, en l'assumant, la renforcent.**

vains, et les réflexes délégués qui sont le produit de la séparation politique tendent toujours à s'imposer dans les organisations, quels que soient leurs statuts et quelle que soit la bonne volonté des personnes qui les animent. Le dépassement de la forme-parti passe par le dépassement de la séparation politique : là encore, on peut faire le parallèle avec la forme-marchandise, qui ne peut disparaître que par le dépassement de la séparation marchande.

Il y a de ce point de vue une certaine identité entre politique et démocratie, que je qualifie dans le livre d'unité précaire entre ces deux notions. La démocratie, en effet, n'est pas avant tout question d'institutions, question de droit, mais de mobilisation populaire, question de fait. Ce qui permet le dépassement ●●●

### Politique hors champ

#### Quelques citations

\* La politique est originellement l'ensemble de ce qui concerne l'organisation de la communauté humaine que constitue la *polis*, c'est-à-dire l'ensemble des affaires publiques de la société. Autrement dit, la politique, c'est le social, l'organisation du social.

\* Une politique d'émancipation ne peut se passer de théorie de la politique. Elle est à défaut nécessairement soumise à l'idéologie dominante. La politique, cela dit, est plus question de pratique que de théorie. Elle est le lieu où les hommes et les femmes écrivent l'histoire, une histoire qui n'est par hypothèse jamais écrite à l'avance, et dont les contraintes objectives sont toujours ouvertes.

\* Le domaine de la politique n'est pas seulement celui du fonctionnement des institutions, mais également celui d'une opposition, même illégale, extérieure aux institutions elles-mêmes, au système existant d'administration de la société, dont l'action, assurément politique, passe par des canaux qui ne sont pas ceux des institutions de l'État : de la grève à la pétition, de la manifestation de rue au tract, en allant jusqu'aux assemblées générales où l'on délibère librement.

\* Centrer la politique sur la République, c'est la centrer sur les institutions, sur l'État, et non sur les rapports sociaux qu'elles peuvent exprimer, et sur les puissances sociales opposées qu'elles peuvent comprimer. Le républicanisme est ainsi, dans un pays comme la France d'aujourd'hui, une idéologie anti-politique, et à bien des égards un obstacle à toute politique d'émancipation.

\* ...si tout est politique, si toute lutte de classe est une lutte politique, il en résulte que l'un des lieux les mieux cachés comme tels et pourtant les plus propices à la vie politique est précisément l'entreprise. Le fait, avéré dans toutes les "démocraties libérales", que la citoyenneté s'arrête à la porte de l'entreprise, que les droits d'intervention des salariés n'y existent que comme fruits précaires de conquêtes sociales, que leur droit même à l'organisation y a longtemps été récusé, illustre le chemin qui reste à parcourir pour que la notion ●●●



Également par Laurent Lévy la fabrique (2010) 200 p. - 13 € Voir l'entretien dans Cerises n°60 du 12/02/2010 "Les dessous politiques de la prohibition du voile"

●●● de citoyenneté puisse prendre un sens qui ne relève pas du cynisme ou de l'illusion.

\* Toute politique d'émancipation suppose l'expression de la puissance des dominés ; son inscription dans les institutions politiques, qui sont celles des dominants, peut se présenter comme naturelle et être historiquement pertinente ; elle n'est toutefois pas son horizon nécessaire. Elle est au contraire le plus généralement un obstacle à franchir, celui de la séparation politique, renforcé par l'idéologie des dominants ; et le franchissement de cet obstacle est indissociable du dépassement des autres séparations sociales. C'est dans ce dépassement, synonyme d'émancipation, que réside le projet communiste.

\* Si l'engagement est à certains égards toujours individuel, son effectivité politique ne prend corps que s'il est en mesure de mettre en mouvement d'autres engagements, et s'inscrit lui-même dans un courant collectif... Militer, c'est aussi revendiquer pour soi le statut d'être politique dont on est exclu, de droit ou de fait.

\* Une politique populaire suppose qu'à chaque instant, toute personne désirant s'engager ait un droit absolu à la parole et à la participation aux décisions à prendre ; qu'elle ne puisse en aucun cas être privée des moyens de contribuer à l'action. L'engagement politique ne doit pas être subordonné à un engagement existentiel, identitaire, de soumission à une structure préexistante. Les organisations politiques de l'émancipation doivent être des processus dynamiques, des « pôles » vers lesquels chacune et chacun peut décider de tendre à sa façon, à son rythme, à son intensité propre, ces pôles pouvant éventuellement se regrouper à l'occasion, que ce soit de manière ponctuelle ou plus ou moins pérenne.

\* Comme l'utopie, l'avenir n'existe pas. Mais comme l'avenir, l'utopie est une perspective du présent, une ligne de mire. Elle est l'espérance, et l'espérance est l'un des moteurs essentiels de l'action politique ; en cela, non seulement l'utopie est un élément de la pratique politique, un élément de *praxis*, mais elle en est même une composante irréductible. Toute mobilisation politique qui n'est pas de simple résistance comporte son moment d'utopie.

●●● de la séparation politique, c'est l'investissement effectif dans la vie et l'action politique de millions et de millions de citoyennes et de citoyens. J'évoquais il y a un instant les luttes contre le CPE comme une victoire démocratique ; on pourrait évoquer celles contre la réforme des retraites comme une défaite démocratique, le projet ayant été maintenu malgré le mouvement, et malgré des sondages qui montraient qu'une grande majorité y étaient hostile. Or, cette défaite et cette victoire sont intervenues dans le cadre des mêmes institutions, et qui plus est dirigées par la même droite au pouvoir. C'est dire si la démocratie n'est pas affaire d'institutions, mais bien de mobilisations et de rapports de forces qu'il s'agit de mettre en place... Je propose pour cela de distinguer les notions de pouvoir et de puissance : contrairement à ce que l'on dit souvent sur la base d'une étymologie approximative, la démocratie est non pas le pouvoir, mais la puissance du peuple ; c'est une question de fait, non

### Un rôle décisif, si non central, est joué par les « multidominés », celles et ceux qui se trouvent au carrefour de plusieurs dominations.

une question de droit. C'est pour cela que j'ai intitulé la deuxième partie du livre « L'illégalité démocratique ». Et le fait l'emporte toujours sur le droit.

#### 5. L'organisation de l'action politique interpelle aujourd'hui toutes les structures existantes : quels en sont les apports, les obstacles, voire les pièges. Quelles perspectives ?

Mon livre ne prétend pas donner des recettes pour l'action politique, et la solution des problèmes que nous rencontrons ne peut être que le fruit du travail collectif. J'espère seulement donner quelques instruments à travers cette contribution



Introduction de Laurent Lévy  
**la fabrique (2011)**  
240 p. - 13 €

communiste à la critique de la politique. Je suggère tout au plus quelques fils à tirer. Quoi qu'il en soit, la critique serrée que je propose de la forme-parti ne signifie pas, au contraire, qu'il faudrait renoncer à organiser au mieux les collectifs militants, et favoriser leur unité

d'action. Mais ces collectifs ne peuvent prétendre parler au nom de tous, comme s'ils étaient le parti du peuple tout entier, voire le « parti de la classe ouvrière ». Ils doivent savoir à la fois parler pour eux-mêmes et avoir la préoccupation de rassembler. Par ailleurs, ils ne doivent pas faire de leur simple existence un critère de leur efficacité. Si l'on pense par exemple à la FASE, elle n'a pas d'autre raison d'exister que le fait d'être la cristallisation de ce que, à un moment donné, ont pu être certains débats internes de la gauche radicale. Mais le processus fédératif que nous avons envisagé ne s'est pas réalisé – ou plutôt tend à se réaliser ailleurs, dans le Front de gauche. La vocation de la FASE est dès lors sans doute de disparaître à l'intérieur d'un collectif plus large. Je ne pense pas ici tant au Front de Gauche dans son ensemble, qui va rassembler de manière durable des organisations distinctes, qu'à une composante radicale élargie de ce rassemblement. Mais l'avenir est par définition ouvert, et si la politique est le ferment de l'histoire, celle-ci peut toujours réserver des surprises...

● entretien réalisé par  
**Michèle Kiintz**



## La balle est dans notre camp

**N**ous voici donc à la première rentrée après la victoire du PS sur la droite. Lourd calendrier en perspective : de l'emploi à la "dette" en passant par la démocratie et la fin des discriminations. Calendrier devant lequel les annonces gouvernementales ne font pas le poids.

La question pour les gens de la "société civile" est-elle de critiquer et d'amender la politique gouvernementale en rappelant à François Hollande des engagements... qu'il n'a pas toujours pris ? L'expérience des PC européens s'est toujours enlisée dans ce type d'exercice. Ne s'agit-il pas plutôt de viser à transformer chaque sujet de colère en autant de lieux d'élaboration de solutions durables ? N'est-ce pas le moment de faire vivre ce qui ne peut demeurer un slogan : « *Place au peuple* », « *Prenez le pouvoir* », « *Révolution citoyenne* » ? N'est-il pas temps de considérer que lutter n'est pas seulement dire non ou même réclamer mais que c'est aussi inventer ses propres réponses ?

Ce que les médias appellent le "contexte" est présenté comme indépendant de toute volonté humaine. L'actualité est utilisée par la pensée dominante pour nous faire accepter notre impuissance. PSA ? Mais le gouvernement n'a pas de pouvoir sur le conseil d'administration du groupe. Le prix de l'essence ? Mais si on le bloque, les fournisseurs iront ailleurs. Le budget de l'État ? Mais les marchés exigent que l'on fasse des économies. Paradoxalement, ces réponses qui nous renvoient notre impuissance nous disent aussi une part de la solution. Pas de pouvoir sur PSA ? C'est le moment de s'interroger concrètement sur comment prendre le pouvoir nécessaire. Et qui doit le prendre ? Des technocrates ? Un ministère ? Ou la collectivité en définissant comment faire fonctionner son propre pouvoir ? Le prix de l'essence ? Les fournisseurs disent le vendre au prix coûtant à un Euro près le litre ? Les pauvres, déchargeons-les

de ce fardeau qui rapporte si peu ! Les marchés attaquent ? Réduisons-les à l'impuissance en prenant le pouvoir sur la finance. L'impact des manifestations de la fin du mois sur la "dette" n'aurait pas les mêmes suites selon qu'elles mettent en cause le caractère privé des banques ou pas.

Nous éloignerions-nous des urgences en inscrivant l'immédiat dans des réponses fondamentales ? Je ne rêve pas à une déferlante d'appropriations collectives à la fin octobre. Mais un rapport de forces se modifie à partir de ce que pensent les intéressés, dès que pour eux l'horizon s'éclaircit. Sinon pourquoi des trusts mettraient-ils tant d'argent dans le système informatif ? Or, il ne s'agit pas de changer le rapport des forces entre le PS et la gauche radicale mais entre les dominés et le capital.

**Il ne s'agit pas de changer le rapport des forces entre le PS et la gauche radicale mais entre les dominés et le capital.**

Depuis 1981 nous avons fait l'expérience que réclamer, courir après les urgences ne permettait pas d'y répondre. Deux victoires électorales sur la droite qui débouchent sur de la déception devraient nous faire réfléchir à ce qu'il faut changer dans nos comportements. Chaque fois que sur la planète des opprimés se sont libérés, c'est quand chacune de leurs actions mettait en cause le système qui les opprimait.

Les gens sont-ils prêts ? En décembre un sondage disait que 53% des questionnés considéraient « *le capitalisme inamendable* ». Ne pas savoir comment s'y prendre n'est pas absence de disponibilité. Ne faut-il pas d'abord proposer de sortir du cadre du capitalisme... pour qu'on en sorte ? Si les exploités posaient spontanément ces questions, il n'y aurait pas besoin d'organisation. Et nous, sommes-nous prêts ?



● Pierre Zarka



**Cerise rouge.** Des prisonniers entassés à six 23h sur 24h dans des cellules de 12m<sup>2</sup> et qui se lavent dans les WC à la turque, asticots et bouts de plastique dans les repas, rats et cafards... Mardi 31 juillet 2012, le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie a condamné l'État à indemniser 30 détenus pour des conditions d'incarcération contraires à la dignité humaine - résultat à mettre à l'actif de la Ligue des droits de l'Homme et du citoyen de Nouvelle-Calédonie et de l'Observatoire international des prisons. Le Camp-Est s'est vu attribuer la «Palme de la prison la plus pourrie de la République» par une délégation de parlementaires français et européens (janvier 2010). Lors d'une visite inopinée (octobre 2011), des contrôleurs ont relevé « une violation grave des droits fondamentaux d'un nombre important de personnes. » La garde des Sceaux, Christiane Taubira, a dit « *étudier sérieusement l'éventualité d'une mission du ministère de la Justice, pas uniquement centrée sur la question pénitentiaire* » (*Les Nouvelles Calédoniennes*). En attendant que l'étude de l'éventualité de cette nième mission aboutisse, interpellons le gouvernement sur l'urgence de régler cette situation indigne et scandaleuse.



**Cerise noire.** La sénatrice PS des Bouches-du-Rhône, Samia Ghali, a réclamé l'armée pour lutter contre le trafic de drogue. Comment s'appelle un pays dans lequel l'armée fait la police ? Une dictature.



**Cerise acide.** « *Le gouvernement drague le Medef* » Ce n'est pas un titre de *l'Huma*, ni une déclaration tonitruante de Mélenchon, mais le journal *méto* du 31 août 2012 qui l'écrit. Il est vrai que le Premier ministre en personne a inauguré l'Université d'été du Medef, précédant une dizaine d'autres ministres socialistes au grand rendez-vous estival et politique des tauliers, du ministre du Travail, Michel Sapin, à celui de l'Économie, Pierre Moscovici. Ce dernier a particulièrement « *réjoui* » (sic) les grands patrons. Question : combien de ministres du PS ont dragué

les propositions militantes et citoyennes issues des Estivales du Front de gauche ou de l'Université d'été des Verts ?



**Cerise molle.** La gauche de retour au pouvoir après dix ans de droite a deux messages : ne pas froisser les pétroliers et les banquiers, recadrer Arnaud Montebourg et Cécile Duflot. Les gaz de schiste : déminés. Le doublement du plafond du livret A annoncé en juillet ? Repoussé. L'amnistie de syndicalistes ? Secondaire. La socialisation de Fralib ? Inimaginable. L'intervention de l'État actionnaire et des citoyens à la Poste, la SNCF, GDF Suez, EDF, chez Thalès... ? Inconcevable. Une certaine gauche gère et ne transforme rien. Quant à la somme des petits riens, elle ne fait pas grand-chose. Ni un tout. Quand la gauche essaiera-t-elle ?



**Cerise croquante.** Salariés ou patrons ? Pour Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, le gouvernement doit choisir son camp. « *Il ne peut être d'accord avec tout le monde.* », selon le syndicaliste qui a lancé un appel à la mobilisation avec une journée d'actions le 9 octobre pour l'emploi et contre le traité budgétaire européen. On est bien d'accord. Nous, nous réclamons un référendum pour décider.



**Cerise pourrie.** Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret (92), ex-exilé du paradis fiscal de Saint-Martin, condamné en 1996 (quinze mois de prison avec sursis, deux ans d'inéligibilité) pour avoir rémunéré, aux frais du contribuable levalloisien, trois personnes désignées comme des employés municipaux (mais qui s'occupaient de son appartement et de sa résidence secondaire), a déposé une proposition de loi visant à subordonner l'éligibilité des députés à l'exercice d'un mandat local. Un élu-voyou proposant le cumul obligatoire des mandats, il fallait oser.



● Philippe Stierlin

# Vous savez quoi ?

## Billet éco-socialiste

**E**n cette rentrée, j'suis content, d'abord parce que j'aime bien être content, ça fait du bien ! En dehors du devoir d'optimisme que je m'impose, je suis en train de digérer et de savourer la défaite de Sarko et l'élan politique que cela suscite. Pour comprendre, pensez simplement, un instant, qu'il ait gagné !

Autour de "nous", il y a d'autres bonnes nouvelles, même des petites, mais qui font plaisir.

Vous savez quoi, il existe un magazine féminin, féministe, décalé, très sympa, frais et plein de politique et d'humour, c'est le magazine **Causette**. Alors un coup de pub, essayez-le, voir [causette.fr](http://causette.fr)

Ah oui, j'ai oublié de me présenter et de dire pourquoi j'écris dans *Cerises*. Politiquement je me considère comme un militant de l'écologie politique, un Alter-Ekolo pour préciser, on pourrait dire de l'écologie de classe - pour les militants de l'ACU ça parle peut être plus - je suis organisé à la FASE. Le noyau de *Cerises* m'a demandé d'écrire plus régulièrement, j'ai accepté, merci pour l'invitation ! J'ajoute que le nom "Cerise" j'aime et espère que cette image et ce symbole feront partie du commun.

Dans la foulée des bonnes nouvelles, chez les **Rouges et Verts**, depuis quelques semaines, à la suite de la sortie des militant(e)s du NPA regroupés sous l'étiquette "Gauche anticapitaliste", qui ont intégré le Front de gauche, on assiste à des discussions pour un regroupement entre différentes composantes à l'intérieur du Front de gauche, ce qui, peut-être, va en entraîner d'autres dans

l'aventure. Bon, ce n'est pas encore fait, mais quel plaisir de pouvoir entrevoir d'agir en commun avec des militants qui, depuis des années, savent leur commun, notamment dans leurs combats, et ne savent pas trop pourquoi ils n'étaient pas dans le même front politique, alors qu'ils galèrent et défendent souvent les mêmes causes. C'est bien long quand, comme moi, on est impatient de faire ensemble et de démontrer que les anticapitalistes qui prennent en compte le global des relations entre les femmes



et les hommes, leurs environnements et veulent construire un bien-être socialiste à inventer (il y en a qui appelle cela "le communisme", et pourquoi pas le "bien vivre" ?), peuvent faire force ensemble, débattre et agir avec des "Républicains", des "Révoltés", des "Rénovateurs", des socialistes, des sans étiquettes et qui se veulent "vraiment à gauche".

Nous savons que nous devons construire un projet de société alternatif au capitalisme, nous le construirons avec de nombreuses composantes politiques, des individus

et des regroupements divers. Après tant d'années de dispersions, assistons-nous au commencement des regroupements ? Cela reste à vérifier, mais nous le sentons bien, c'est une nécessité face aux crises et aux fausses solutions. Même sur le plan européen ça commence à s'esquisser.

Chacun a ses mots pour essayer de montrer ce qu'il est et ce qu'il veut politiquement, les mots appartiennent à ceux qui les utilisent, "Rouge et Vert", "Éco-Socialisme", ... pour beaucoup d'entre nous, nous avons été identifiés comme "Gauche alternative", comme souvent il est préférable de faire simple.

Ma volonté d'optimisme ne me fait pas oublier, dans cette rentrée, entre autres, les milliers de licenciés ou menacés de l'être, ceux qui se battent depuis près de deux ans pour récupérer leur entreprise, comme les Fralib, d'autres comme les PSA. "L'écologie de classe", c'est lutter pour mettre entre les mains des salariés le pouvoir de décider, de reconvertir au besoin les productions.

C'est dans cet esprit que j'ai le désir et le plaisir de construire avec des militant(e)s divers du Front de gauche l'une des premières expériences, **un front thématique antiproductiviste** ; des militants se revendiquant pour la plupart écologistes, venant d'horizons différents, qui, avec d'autres qui ne sont pas au FdG, vont faire un travail collectif pour faire du commun et donc contribuer à notre projet alternatif.

Yallah !

● Gilles Monsillon





**Un bien cher héritage**

Voilà un comédien attachant, qui n'a pas froid aux yeux mais chaud aux pieds : Laurent Eyraud, également auteur et directeur du *Fourmidable*. Je suis allé le voir au festival d'Avignon, à la Bourse du travail CGT, un des rares endroits où les artistes ne sont pas obligés de payer pour jouer.

Laurent Eyraud n'a pas froid aux yeux : sa pièce, *L'Héritage*, ose parler du communisme. Celui d'en bas, des gens du commun. La pièce démarre dans l'obscurité. Sur une table : un corps de gisant, au son d'un piano. Le mort s'appelle Joseph... Drôle de legs que ce prénom.

Avec une belle voix, une présence forte, la légèreté de l'humour, une table et des verres (volontairement ?) dépareillés, des cartes à jouer, Laurent Eyraud nous emmène au Villard où, depuis la mort du vieil agriculteur Joseph Barbayer, tout le monde est en effervescence, dont le Conseil municipal. C'est que Joseph a légué son patrimoine, ses champs à la commune, à condition d'y instaurer... le communisme. Cet héritage est un cadeau. Pas un jeu.

Un village comme Le Villard, sa mairie, ses élus (beaucoup d'hommes), sa chorale (drôle), son café du commerce (grinçant), il en existe des milliers. En découvrant le personnage de Joseph Barbayer, les joutes politico-philosophiques qu'il suscite, on pense un instant à Pepone dans *Don Camillo*. Mais *L'Héritage*, en dépit du titre, ne fait pas référence à un passé révolu ou une guerre de clochers. Il oblige à revisiter l'avenir.

« *Décidément, il nous aura fait chier jusqu'au bout.* », râlent les uns à propos du défunt. « *On ne va tout de même pas faire de la politique au Conseil municipal.* », se demandent les autres. Certains réfléchissent à des Systèmes d'Échanges Locaux. D'autres refusent de voir que l'eau est une manne pour les multinationales.

Après les applaudissements, quittant des personnages interprétés avec couleurs, accents et justesse, Laurent Eyraud s'est mis pieds nus sur scène. L'été incendiait la ville. Je me suis dit qu'il avait chaud de ce côté-là. Mais c'était son humanité qui, à proximité des rues et des places publiques, était encore en marche.



● **Philippe Stierlin**

- Dimanche 16 septembre – 16 h 30 – Fête de *L'Humanité* – Espace Théâtre

- Mercredi 26 septembre – Festival de Mont-Dauphin – Guillestre (05)

***L'Héritage*, de et par Laurent Eyraud-Chaume - Compagnie**



**Le Pas de l'Oiseau**

avec le soutien du [Théâtre L'Arlequin](#) (Morsang sur Orge) et du [Fourmidable](#), scène artistique des pays du Buëch.

**M**ouloud Aounit est parti au loin, lui qui aimait tant la proximité, son entourage, ses proches, la population, surtout les plus modestes, les plus fragiles, les plus discriminés.



**Un homme de conviction, marquant les débats par ses arguments solides et sa verve attachante.**

Un homme véritable qui est un ami, un camarade, un collègue, un compagnon, tout quoi...

Un compagnon de combat au MRAP auquel j'ai adhéré en 1958 et que je n'ai jamais quitté. La présidence de Mouloud s'est inscrite dans cette longue continuité, mais au racisme et à l'antisémitisme qui était le catalyseur de mes révoltes, il m'a appris, c'est comme ça, qu'il fallait lutter avec la même énergie contre l'islamophobie...

Un collègue et un ami, car nous sommes très proches, pour avoir été conseiller régional d'Île-de-France ensemble, assis côte à côte et nous avons tant "mouliné" les événements, les enjeux, les joies et les peines ensemble : de là est née une grande amitié et, tout en se revoyant de proche en proche - pas assez - cela a creusé une place dans mon cœur.

Compagnon et camarade, car nous avons mené ensemble bien des combats contre les discriminations et pour que les "issu-e-s de" accèdent aux responsabilités, soient traité-e-s comme les autres, pour l'Égalité en somme. C'est son crédo majeur.

J'ai de la peine, ce qui n'entravera pas la force de mon moteur dans l'existence : la vie d'abord. Mais Mouloud y a une place particulière.

Celle de ceux qui ont fait tant pour l'humanisme et le respect des autres...



Salut vieux frère.

● **Jean Brafman**

**Cerises, le retour**

Cerises, on continue ! Pour cette (déjà !) 5<sup>ème</sup> rentrée depuis sa création en juin 2008 et son 150<sup>ème</sup> numéro (quand même !), l'envie nous vient de vous re-dire en toutes lettres que nous avons besoin de vous :

- de vos réactions et de vos idées,
- de vos écrits, petits et grands, destinés à alimenter l'hebdo ou le site [cerisesenligne.fr](http://cerisesenligne.fr)
- de votre aide pour développer la diffusion, en nous faisant parvenir les coordonnées de vos proches et connaissances susceptibles d'être intéressés (contact.cerises@gmail.com),
- de votre soutien financier, par l'intermédiaire de l'Association de financement des communistes unitaires (voir [www.comunistesunitaires.net/](http://www.comunistesunitaires.net/) Rubrique "Financement")
- et de vos encouragements !

Cerises est édité  
par les Communistes unitaires

Noyau de Cerises : Gilles Alfonsi  
Gilles Boitte, Michèle Klintz  
Roger Martelli, Philippe Stierlin,  
Catherine Tricot, Zarz

contact.cerises@gmail.com  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)

● **Le noyau**

**L'image de la semaine**

**Donnons corps à l'espoir**  
Graffiti - Belleville- Paris 20<sup>e</sup>



**14-15-16 septembre 2012**

**La Courneuve, Parc Départemental Georges Valbon (93)**

**FASE, Communistes unitaires, Convergences et alternative, Gauche anticapitaliste, Alternatifs** partagent et animent en commun le stand situé **Avenue Pablo Picasso**.

Un espace commun, politique, convivial, festif et gourmand parce que nous souhaitons partager avec vous de beaux moments.

**Au programme :**

**Vendredi 14 - 20h : concert** de Stéphane Arnoux

**Samedi 15 :**

**11h : Inauguration** du stand, **Concert** de Mellotergal

**14h : débat** "L'appropriation sociale des moyens de production par l'exemple"

**18h : dédicace** par les auteurs de *Voyageurs sans ticket Liberté, égalité, gratuité : une expérience à Aubagne* (voir ci-dessous)

**20h : Grande soirée concert**, avec Macadam, Zora, The Mookey

**Dimanche 16 - 14h : débat** "Front de Gauche, mouvements sociaux et citoyens"



Ed. Au diable Vauvert  
256p. - 15 €

**Magali Giovannangeli**, présidente de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et **Jean-Louis Sagot-Duvaurox**, philosophe et dramaturge, directeur du Théâtre l'Arlequin, examinent les conséquences d'une expérience politique de gratuité des transports dans l'agglomération d'Aubagne qui a transformé le rapport des citoyens à leur espace public et les distinctions sociales ordinaires.

**Signature : Samedi 14h30 :** Stand du Val d'Oise, Av. Mumia Abu-Jamal - **18h :** Stand Fase, ACU, CetA, GA, Alternatifs, Av. Pablo Picasso, **Dimanche 11h30 :** Stand Pays d'Aubagne et de l'Étoile, Av. Paul Vaillant-Couturier - **13h30** Stand Anecr, Av. Gabriel Péri - 17h30 Village du Livre.



**Philippe Stierlin** nous emmène sur des chemins impertinents pour que vienne le temps des cerises et des jours heureux.

Disponible à la Fête de l'Humanité et, au stand ci-dessus, présence de l'auteur **samedi 14h-16h, dimanche 12h-14h**.

290 p. - 5 €

**Théâtre à la fête : L'Héritage**

(voir délicieux page 9)

Dimanche 16 septembre – 16 h 30 -

Espace Théâtre

(Il est recommandé de réserver ses places le matin même)

